



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°2025GHT04

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE PRODUCTION D'EAU CHAUDE ET DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS POUR LE PROCESS DE LAVAGE DE LA BLANCHISSERIE DU CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME RÉGNIER (CHGR)

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 GENERALITES.....	4
Article 1 Objet du marché public.....	5
Article 2 Description du marché public	5
2.1 Procédure de passation	5
2.2 Etendue – Décomposition en lots.....	5
2.3 Forme du marché public et des prix	5
2.4 Options (au sens communautaire)	5
2.5 Sous-traitance.....	5
Article 3 Durée du marché public.....	6
Article 4 Pièces constitutives du marché public	6
4.1 Référence au CCAG.....	6
4.2 Pièces constitutives	7
Article 5 Obligations générales du titulaire	7
5.1 Changements affectant le titulaire	7
5.2 Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel	7
5.3 Assurances.....	8
CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	8
Article 6 Conditions d'exécution	8
6.1 Délai d'exécution	8
6.2 Prolongation des délais	8
6.3 Réunion de cadrage.....	8
6.4 Réunions	8
6.5 Visite	9
6.6 Déplacements.....	9
6.7 Transport et déchargement.....	9
6.8 Conditions de livraisons et de mise en service	9
6.9 Emballage	9
6.10 Horaires et lieux de livraison	10
Article 7 Garantie	10
7.1 Définition des prestations attendues dans le cadre de la garantie	10
7.2 Exclusions	10
7.3 Inventaire des matériels	11
Article 8 Conditions générales d'exécution des prestations de garantie	11
8.1 Prise en charge – remise des équipements en fin de marché public	11
8.2 Documentation technique générale.....	11
8.3 Accès - consignes	11
8.4 Locaux et moyens mis à disposition du titulaire.....	11
8.5 Comportement des personnels du titulaire	11
8.6 Obligations du CHGR	11
Article 9 Modalités d'exécution des prestations de garantie.....	12
9.1 Dispositions générales	12
9.2 Interventions de maintenance corrective	12
Article 10 Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution.....	13
10.1 Modifications du marché public.....	13
10.2 Evolution des produits du marché public.....	13
CHAPITRE 3 - CONSTATION DE L'EXECUTION.....	13
Article 11 Modalités de vérification	13
11.1 Equipements.....	13
11.2 Vérifications des prestations de garantie	15
11.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet	15

11.4 Transfert de propriété	15
-----------------------------------	----

CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES 15

Article 12 Contenu et caractéristiques des prix	15
12.1 Forme des prix	15
12.2 Contenu des prix.....	16
12.3 Prix de référence	16
12.4 Variation des prix.....	16
Article 13 Modalités de règlement des comptes	16
13.1 Facturation	16
13.2 Règlement.....	17
Article 14 Titulaire étranger	17
Article 15 Nantissement et cession de créance	17
Article 16 Avance.....	18
Article 17 Pénalités.....	18
17.1 Pénalités de retard	18
17.2 Pénalités d'indisponibilité	19
Article 18 Propriété Intellectuelle	20
Article 19 Résiliation du marché public.....	20
19.1 Motifs de résiliation.....	20
19.2 - Indemnités de résiliation.....	20
Article 20 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
20.1 En cas d'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations en cours d'exécution du marché public 20	
20.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire.....	20
Article 21 Litiges / Recours	20
Article 22 Dérogations aux documents généraux	21

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

Seul l'établissement suivant est concerné par le présent marché public :

- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER (CHGR).

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte du CHGR, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités du CHGR sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

Article 1 Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la mise en place d'un système de production d'eau chaude et de traitement des effluents pour le process de lavage de la blanchisserie du Centre Hospitalier Guillaume Rénier de Rennes (CHGR).

Article 2 Description du marché public

2.1 Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 Etendue – Décomposition en lots

2.2.1 Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

2.2.2 Etendue

Les prestations à réaliser sont décrites au CCTP.

2.3 Forme du marché public et des prix

2.3.1 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché public ordinaire.

2.3.2 Forme des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

2.4 Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

2.5 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-FCS.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour les prestations sous-traitées supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire du marché public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché public, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial et de la DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

Article 3 Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à la fin des prestations de garantie.

Article 4 Pièces constitutives du marché public

4.1 Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes, et son annexe :
 - Annexe n°01 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 - Consommations énergétiques ;
 - Annexe 2 – Limites de rejets ;
 - Annexe 3 - Plan de Recollement ;
 - Annexe 4 - Synoptique Hydraulique ;
 - Annexe 5 – Synoptique Echangeur ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- le mémoire technique du titulaire incluant notamment le cadre de réponse technique.

Le marché s'exécute par les pièces désignée ci-dessus et les éventuels ordres de service.

Article 5 Obligations générales du titulaire

5.1 Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHGR de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures est suspendu tant que le CHGR n'est pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 Assurances

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CHGR, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CHGR, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 Conditions d'exécution

6.1 Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés au présent CCAP, au CCTP et au mémoire technique du titulaire.

6.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de l'établissement partie dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, le l'établissement partie peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

6.3 Réunion de cadrage

Une réunion entre le Titulaire et le représentant du CHGR est initialisée pour le lancement du projet dans un délai maximum de deux (2) semaines après la notification du marché.

Lors de cette réunion, sont fixées :

- Le calendrier définitif du projet à la journée sur la base du calendrier prévisionnel en jour remis dans l'offre du titulaire ;
- Les règles de communication au sein du groupe projet ;
- Les règles de validation au sein du groupe projet ;
- Validation des points techniques demandés CCTP notamment concernant le gaz, l'électricité et l'air comprimé ;
- Validation de l'implantation du système.

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le titulaire et diffusé à l'établissement partie dans les cinq (5) jours calendaires suivant la réunion.

6.4 Réunions

Le Titulaire et/ou le CHGR organisent également toutes réunions nécessaires à la bonne exécution du marché. Le titulaire a l'obligation de participer à chacune des réunions prévues.

Chaque réunion à laquelle assiste le Titulaire donne lieu à un compte-rendu rédigé par lui et diffusé au CHGR de Rennes dans les deux (2) jours ouvrés suivant la réunion.

6.5 Visite

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les prestations doivent faire l'objet de toutes les visites sur sites nécessaires, afin de vérifier les données fournies pour réaliser sa mission.

Pour l'organisation de ces visites, le titulaire se rapproche du représentant du CHGR.

En cas de difficulté il doit contacter le représentant du CHGR, qui l'assiste pour lever tout obstacle susceptible d'empêcher le déroulement prévu des prestations.

6.6 Déplacements

Les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux, sont inclus dans le prix global et forfaitaire. Ces prix intègrent, par ailleurs, tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration.

6.7 Transport et déchargement

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du titulaire.

6.8 Conditions de livraisons et de mise en service

La livraison est accompagnée d'un bordereau de livraison qui comporte les indications suivantes :

- expéditeur et destinataire,
- numéro du bordereau,
- numéro de commande,
- désignation et référence du (des) équipements,
- le numéro de série,
- quantité livrée.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le CHGR ne dispose pas d'aires de stockage. En conséquence les phases de livraison, déballage, vérification, installation sur le site d'exploitation doivent s'effectuer sans étape de stockage intermédiaire. Pour cela une organisation rigoureuse doit être mise en place. Le CHGR est responsable de cette organisation et le titulaire prend contact avec lui afin de formaliser ces étapes.

Les moyens de livraisons à mettre en œuvre (limite de tonnage des camions, camions avec ou sans hayon) sont précisés au titulaire, qui doit s'y conformer.

Il est précisé qu'en cas de constat de défaillance ou de non-conformité d'un dispositif livré, le CHGR en refusera la prise en charge. Il appartient alors au titulaire d'assumer immédiatement la sortie physique hors du CHGR du dispositif en cause.

6.9 Emballage

Conformément à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du Titulaire, qui doit en assurer l'évacuation.

Le Titulaire a en charge la gestion de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS.

Le CHGR peut demander à tout moment au Titulaire la production d'un justificatif attestant de la traçabilité du traitement des déchets et emballages générés par l'exécution du marché public.

6.10 Horaires et lieux de livraison

Les fournitures sont livrées conformément aux instructions et à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier Guillaume Régnier

BLANCHISSERIE

108, avenue du Général Leclerc

35708 RENNES cedex 7

- du lundi au vendredi de 8H00 à 12H00 et de 13H30 à 17H00

Article 7 Garantie

Les prestations objet du marché sont garanties pour une durée de trente-six (36) mois à compter de l'admission de la VSR.

Le prix de cette garantie est inclus dans le prix global et forfaitaire.

Une visite de contrôle de performance et de qualité est effectuée par le titulaire avant sa sortie de garantie. A défaut, la garantie est prolongée de plein droit jusqu'à l'exécution de cette obligation contractuelle.

7.1 Définition des prestations attendues dans le cadre de la garantie

En dérogation à l'article 32.1 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est jamais autorisé à apporter des modifications au matériel sans obtenir au préalable l'accord écrit du CHGR.

Durant la période de garantie, le titulaire doit :

- la maintenance curative (fourniture des pièces et frais de port, frais de main d'œuvre, hébergement et déplacement), **à l'exception des opérations définies dans le manuel d'exploitation comme étant à la charge des utilisateurs ;**
- la mise à jour des logiciels ;
- la fourniture du « kit des pièces détachées » de réparation de première urgence.

La maintenance préventive n'est pas incluse dans les prestations du marché public.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité même discontinue, de tout ou partie de l'équipement pendant une durée de plus de quinze (15) jours, le titulaire doit être en mesure de proposer un équipement de substitution si le CHGR en fait la demande.

7.2 Exclusions

Sont exclues des prestations incluses dans la garantie :

1 - Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères au matériel objet du présent marché public et étrangères au titulaire, conformément à la liste de causes limitativement énumérées ci-après, à savoir :

- a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment,
- b) Défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation (électricité, climatisation),
- c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescription que le représentant légal du CHGR contractant déclare connaître et s'engage à faire respecter.

2 - Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire pendant la durée du marché public, sauf dans le cas d'une prestation réalisée au titre de l'article 20 du présent CCAP.

3 - Les interventions effectuées à la demande du CHGR à savoir :

- a) Démonstrations diverses,
- b) Mise à disposition de main d'œuvre et / ou matériel pour opération de contrôle divers, réglementaires ou non,

- c) Déplacements de matériels,
- d) Adjonction de matériels d'autres origines.

7.3 Inventaire des matériels

Les marques, types et N° de série des équipements à entretenir, leur emplacement, sont ceux indiqués sur le procès-verbal d'admission. Il en résulte que tous les autres équipements et installations connexes en sont exclus.

Article 8 Conditions générales d'exécution des prestations de garantie

8.1 Prise en charge – remise des équipements en fin de marché public

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché public les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge et de leur utilisation.

8.2 Documentation technique générale

La documentation technique générale remise au CHGR lors de l'acquisition de l'équipement est mise à jour par le titulaire, en cas de modification des appareils ou équipements.

8.3 Accès - consignes

Le personnel du titulaire a accès aux matériels ou équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité propres au CHGR.

Il doit pouvoir justifier de son appartenance à l'entreprise titulaire du marché public.

8.4 Locaux et moyens mis à disposition du titulaire

Si un local fermé est mis à la disposition du titulaire, il en assure la responsabilité et le maintien en parfait état de propreté.

8.5 Comportement des personnels du titulaire

Les personnels habilités du titulaire sont seuls autorisés à pouvoir réaliser les prestations relevant de la garantie des matériels ou équipements, objet du marché public.

Le représentant du CHGR informe le Titulaire de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention afin que celui-ci mette en œuvre les mesures pour pallier ces manquements.

8.6 Obligations du CHGR

Le CHGR s'engage à :

- Garantir les conditions d'environnement telles qu'elles auront été précisées par le titulaire et, informer le Titulaire de toute modification s'y rapportant,
- Assurer la garde de l'équipement objet du présent marché public et tous matériels, outillages, documents, que le Titulaire lui demande de conserver auprès de l'installation (une liste détaillée de ces éléments est fournie préalablement au représentant légal du CHGR),
- Assurer les conditions réglementaires de sécurité du représentant du Titulaire pendant ses prestations de maintenance,
- Lui remettre le matériel en parfait état de propreté.

Article 9 Modalités d'exécution des prestations de garantie

9.1 Dispositions générales

9.1.1 Information du responsable

Le personnel du titulaire chargé des opérations de maintenance se présente dès son arrivée.

9.1.2 Compte rendu – rapport d'intervention

Toute opération de maintenance curative donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché public ont bien été effectuées.

A l'issue de chaque intervention sur site, le technicien du titulaire établit, par équipement, un rapport d'intervention, indiquant en langue française :

- Le nom du technicien ayant effectué la réparation,
- La date,
- Le type, le numéro de série et, éventuellement, de GMAO du matériel,
- L'heure d'arrivée, et l'heure de départ ou le temps passé,
- L'objet de l'intervention,
- La nature des anomalies constatées,
- La nature du travail effectué,
- La référence et la désignation des pièces changées.

Il comporte s'il y a lieu les observations telles que :

- anomalies constatées,
- usure de certains organes,
- risques de détérioration,
- état du matériel après l'intervention,
- intervention supplémentaire à réaliser, éventuellement toutes autres observations utiles.

Le numéro de marché doit être porté sur le rapport d'intervention.

Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant du CHGR où est implanté le matériel et par le technicien du titulaire du marché public.

Une copie est également adressée au CHGR.

De plus, le personnel chargé de l'intervention inscrit sur le carnet de bord les renseignements d'ordre technique concernant sa prestation.

9.1.3 Maintenance en atelier

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le cadre du service où est installé le matériel ou, en son absence, le responsable du site afin que soient prises en temps utile les dispositions jugées nécessaires.

9.1.4 Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit aussi être réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

9.2 Interventions de maintenance corrective

9.2.1 Déclenchement des interventions

Les interventions sont déclenchées sur simple appel téléphonique du CHGR.

Elles sont confirmées par l'envoi par mail dans les quarante-huit (48) heures d'une déclaration d'incident qui comporte :

- la référence du présent marché public,
- la nature de la prestation à exécuter,
- le lieu d'intervention,
- le délai d'exécution (en cas d'urgence notamment).

Aucune intervention ne doit être effectuée, sans que, le titulaire n'ait obtenu une déclaration d'incident.

9.2.2 Délais d'intervention et de remise en service

Le titulaire s'engage à assurer une permanence téléphonique du lundi au vendredi de 7h00 à 21h00. L'appel du CHGR sera confirmé par l'envoi du mail. Le jour et l'heure de ce mail fera foi pour calculer les délais.

Le Titulaire s'engage à garantir la remise en service des équipements en heures ouvrées.

Les délais d'intervention et de remise en service sont indiqués au mémoire technique du titulaire.

Etant entendu que, dans le cas d'une anomalie bloquante, le délai s'entend comme délai de mise en place d'une solution de contournement par le Titulaire, la remise en service telle que définie ci-dessus devant être traitée dans les mêmes délais qu'une anomalie majeure.

Article 10 Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution

10.1 Modifications du marché public

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

10.2 Evolution des produits du marché public

En cas d'évolution technologique des produits durant la période d'exécution du marché public, le titulaire peut proposer de substituer totalement ou partiellement un nouveau produit à l'ancien, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché initial.

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, même technologie plus avancée, le titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre du marché initial. En cas de désaccord, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée du marché public, le titulaire peut proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le CHU de Rennes de résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du CHGR.

CHAPITRE 3 - CONSTATION DE L'EXECUTION

Article 11 Modalités de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des équipements et prestations avec les spécifications du marché public sont effectuées dans les conditions particulières fixées ci-après.

11.1 Equipements

11.1.1 Mise en ordre de marche (MOM)

La date d'installation est celle qui est définie dans le calendrier détaillé définitif du marché.

Les date et heure de mise en ordre de marche sont déterminées d'un commun accord et par écrit entre les parties dans un délai maximum de huit (8) MOIS à compter de la notification du marché public.

Le délai comprend une période de préparation de un (1) mois qui débute à compter de la réunion de cadrage.

La mise en ordre de marche suppose que le titulaire exécute **l'ensemble des prestations techniques** nécessaires pour disposer d'équipements installés, configurés, paramétrés, prêts à l'emploi et conformes à leur destination contractuelle :

- Installation physique des matériels,
- Branchements en eau, gaz, air, électricité,
- Automatisation des solutions,
- Installation et configuration des machines,
- Vérifications techniques de bon fonctionnement,
- Formation,
- Le Rapport Final de Contrôle Technique sans réserve.

La mise en ordre de marche est constatée par un procès-verbal, en deux exemplaires, signé par le Titulaire qui le notifie au CHGR.

Ce procès-verbal est contresigné par le CHGR dans un délai de (1) semaine maximum. Un exemplaire du PV contresigné est renvoyé au titulaire.

11.1.2 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que les éléments livrés présentent les caractéristiques techniques et fonctionnelles qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées au CCTP et par l'ensemble de la documentation remise par le Titulaire dans le cadre de son offre.

Afin de procéder à la vérification d'aptitude et de notifier sa décision, le CHGR dispose d'un délai de un (1) mois. Ce délai court à compter du procès-verbal de mise en ordre de marche contresigné par le CHGR.

Ainsi, la VA a pour objet de constater le respect des performances attendues telles que décrites à l'article 5 du CCTP. Par ailleurs, le titulaire doit fournir dans le cadre de la VA, le DOE.

Cette décision prend la forme d'un procès-verbal :

- Soit un PROCES VERBAL DE VERIFICATION D'APTITUDE POSITIVE, le CHGR prononce l'admission ;
- Soit un PROCES VERBAL DE VERIFICATION D'APTITUDE NEGATIVE, auquel sera joint la liste des motifs. Le CHGR prendra une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, Le Titulaire propose au CHGR une nouvelle date de livraison de éléments (nouvelle MOM) pour présentation en vérification d'aptitude. Les pénalités de retard seront décomptées.

La décision ne pourra pas être tacite.

11.1.3 Vérification de Service Régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les éléments fournis sont capables d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation, pour remplir les fonctions précisées par le marché public et par la documentation conformément aux engagements du Titulaire.

La régularité du service s'observe pendant un (1) mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le CHGR.

La vérification de service régulier consiste en un test de la solution dans les conditions réelles de la solution.

Le service régulier est considérée acquis si la durée des temps d'arrêt ou d'indisponibilité d'une fonction imputable au système n'excède pas 2 % de la durée de fonctionnement (Lundi au vendredi, 06h30 à 16h30).

Les temps d'arrêt ou d'indisponibilité d'une fonctionnalité ont comme point de départ la réception par le Titulaire des éléments d'identification de l'incident et prennent fin dès que le système est de nouveau en état de fonctionner. Ils sont consignés sur un cahier spécial tenu contradictoirement.

Le CHGR dispose d'un délai d'un (1) mois à l'issue de la période de VSR pour notifier sa décision. Cette décision ne peut être tacite, ceci signifie que si le CHGR ne notifie pas sa décision dans le délai indiqué ci-avant, le résultat de la VSR ne peut en aucun cas être considéré comme positif, les prestations ne sont pas réputées reçues.

Cette décision prend la forme d'un procès-verbal :

- Soit un PROCES VERBAL DE VERIFICATION DE SERVICE REGULIER POSITIVE, le CHGR prononce la réception ;
- Soit un PROCES VERBAL DE VERIFICATION DE SERVICE REGULIER NEGATIVE, auquel sera jointe la liste des motifs. Le CHGR prendra une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le Titulaire proposera au CHGR une nouvelle date de livraison des éléments pour présentation en vérification de service régulier. Les pénalités de retard seront décomptées.

11.2 Vérifications des prestations de garantie

Les opérations de vérification, d'admission, d'ajournement, de réfaction ou rejet, ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Toutefois, en dérogation :

- à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHGR de sa volonté expresse d'y participer,
- à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la vérification quantitative et qualitative des prestations a lieu dans un délai maximum de **trente (30) jours**, à compter de la date de signature, par le représentant du CHGR où est implanté le matériel, du rapport d'intervention mentionné au présent CCAP.

A l'issue des opérations de vérification, le CHGR prend la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet. Il s'engage à effectuer ces vérifications dans ce même délai.

Si la prestation ne correspond pas aux spécifications du marché public, elle est refusée et doit être remplacée sur demande écrite du CHGR (effectuée par mail ou par courrier).

Passé le délai de trente (30) jours, la décision d'admission est réputée acquise.

Dans tous les cas, la décision est prise sous réserve des vices cachés.

11.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-FCS sauf dérogations prévues aux articles 11.1 et 11.2 ci-avant.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, aucune décision du CHGR n'est tacite. Elles doivent toutes être expressément notifiées au titulaire. En l'absence de décision écrite du CHGR, les prestations ne sont pas admises. En cas de dépassement des délais prévus dans le présent marché pour prendre sa décision, le titulaire met en demeure le CHGR de rendre sa décision.

11.4 Transfert de propriété

Il est fait application du CCAG-FCS.

CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 12 Contenu et caractéristiques des prix

12.1 Forme des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire.

Il figure à l'acte d'engagement et rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objet du marché public.

12.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, et à la manutention jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais afférent au transport, à des minimas de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

12.3 Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des plis.

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant à la DGPF annexée à l'acte d'engagement.

12.4 Variation des prix

Les prix sont fermes pour la durée du marché public.

Article 13 Modalités de règlement des comptes

13.1 Facturation

13.1.1 Facturation

Le titulaire émet une facture, si le CHU de Rennes a prononcé l'admission des prestations, selon la répartition suivante :

- Une facture à l'issue de la prononciation de la mise en ordre de marche (PV contresigné par le CHGR) représentant 40% du montant global et forfaitaire porté à la DPGF ;
- Une facture à l'issue de l'admission de la vérification d'aptitude (VA) par le CHGR représentant 30% du montant global et forfaitaire porté à la DPGF ;
- Une facture à l'issue de l'admission de la vérification de service régulier (VSR) par le CHGR représentant 30% du montant global et forfaitaire porté à la DPGF.

13.1.2 Présentation des factures

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée à l'établissement partie. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est 1SE.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHGR doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHGR, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

13.2 Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11, 1° du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par le CHGR jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 13.1.2 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Le Comptable Assignataire est Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie hospitalière de Rennes : 2 Boulevard Magenta CS80260 35091 Rennes Cedex

Article 14 Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHGR lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15 Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHGR. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;

- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 16 Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si elle est supérieure à douze mois, le montant de l'avance sera égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

Article 17 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

17.1 Pénalités de retard

17.1.1 Equipements

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

$$P = V * R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

17.1.2 Pénalités pour non-respect des délais d'intervention et de remise en service

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **100 € par heure ouvrée** de retard.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai de remise en service est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **100 € par heure ouvrée** de retard.

17.1.3 Pénalités pour retard dans la remise de documents

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et si le titulaire du marché ne respecte pas le planning fixé pour la remise de document (Compte-rendu, Document d'exécution, DOE etc.) il encourt une pénalité de **100 € par document et par jour ouvré de retard.**

17.2 Pénalités d'indisponibilité

17.2.1 Définition de l'indisponibilité

L'équipement est déclaré indisponible lorsque, sans faute du CHGR, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif qui y est inclus, soit par le défaut de fonctionnement de l'un des logiciels faisant partie de cet équipement, si ce défaut apparaît dans l'exécution des fonctions prévues pour être habituellement utilisées (panne bloquante).

17.2.2 Définition de l'arrêt

Dans le cadre de l'indisponibilité définie à l'article 17.2.1 du présent CCAP, la durée d'arrêt est considérée comme décomptée si la défaillance résulte d'événements qui sont directement et exclusivement imputables à l'équipement principal et à la seule responsabilité du Titulaire.

Ne sont pas considérés comme temps d'arrêt décomptés, les temps d'arrêt :

1) découlant des interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères au matériel objet du présent marché, et étrangères à l'entreprise, conformément à la liste de causes limitativement énumérées ci-après, à savoir :

- a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment,
- b) Défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation (électricité, climatisation),
- c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescription que le représentant légal de l'établissement déclare connaître et s'engage à faire respecter.

2) découlant d'interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire pendant la durée du marché.

3) découlant d'interventions effectuées à la demande du représentant légal de l'établissement suivantes :

- a) Démonstrations diverses,
- b) Mise à disposition de main d'œuvre et / ou matériel pour opération de contrôle divers, réglementaire ou non,
- c) Déplacements de matériels,
- d) Adjonction de matériels d'autres origines.

4) observés pendant les heures non prévues pour l'utilisation clinique.

17.2.3 Mesure de la durée d'arrêt

La période d'arrêt commence dès la réception de l'appel par le titulaire. Si l'accès du personnel du titulaire auprès de l'équipement est différé du fait de l'utilisateur, la période d'arrêt commence quand les éléments du matériel nécessaires au diagnostic et /ou à la remise en état sont mis à disposition du personnel du Titulaire.

La période d'arrêt cesse lorsque le personnel du Titulaire remet l'élément concerné en état de marche, à la disposition du responsable.

Les heures de début et de fin de la période d'arrêt sont relevées sur le carnet de bord.

17.2.4 Indisponibilité de l'équipement

L'indisponibilité de l'équipement telle que définie à l'article 17.2.1 est fixée à 2% sur un fonctionnement du Lundi au Vendredi, de 6h30 à 16h30.

17.2.5 Montant des pénalités

En dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG FCS, les pénalités sont fixées à 200€ par heure d'indisponibilité au-delà du pourcentage fixé à l'article 17.2.4 ci-avant.

Article 18 Propriété Intellectuelle

Il est fait application du CCAG-FCS.

Article 19 Résiliation du marché public

19.1 Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 19.2.2 ci-dessous.

19.2 - Indemnités de résiliation

19.2.1 Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

19.2.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le CHU résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit une indemnité telle que définie à l'article 42 du CCAG-FCS.

Article 20 Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le CHGR peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

20.1 En cas d'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le CHGR se réserve le droit de faire réaliser la prestation auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

20.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, le CHGR se réserve le droit de faire réaliser la prestation à un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 21 Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, le CHGR et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 22 Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
7.1	32.1	Définition des prestations de maintenance
11	27 à 30	Modalités de vérification
11.2	27.3, 28.2	Vérification – prestations de garantie
11.3	27 à 30	Vérification – admission
13.1.2	11.3.2	Présentation des factures
17	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.2.5	Pénalités
20	45.1	Exécution aux frais et risques